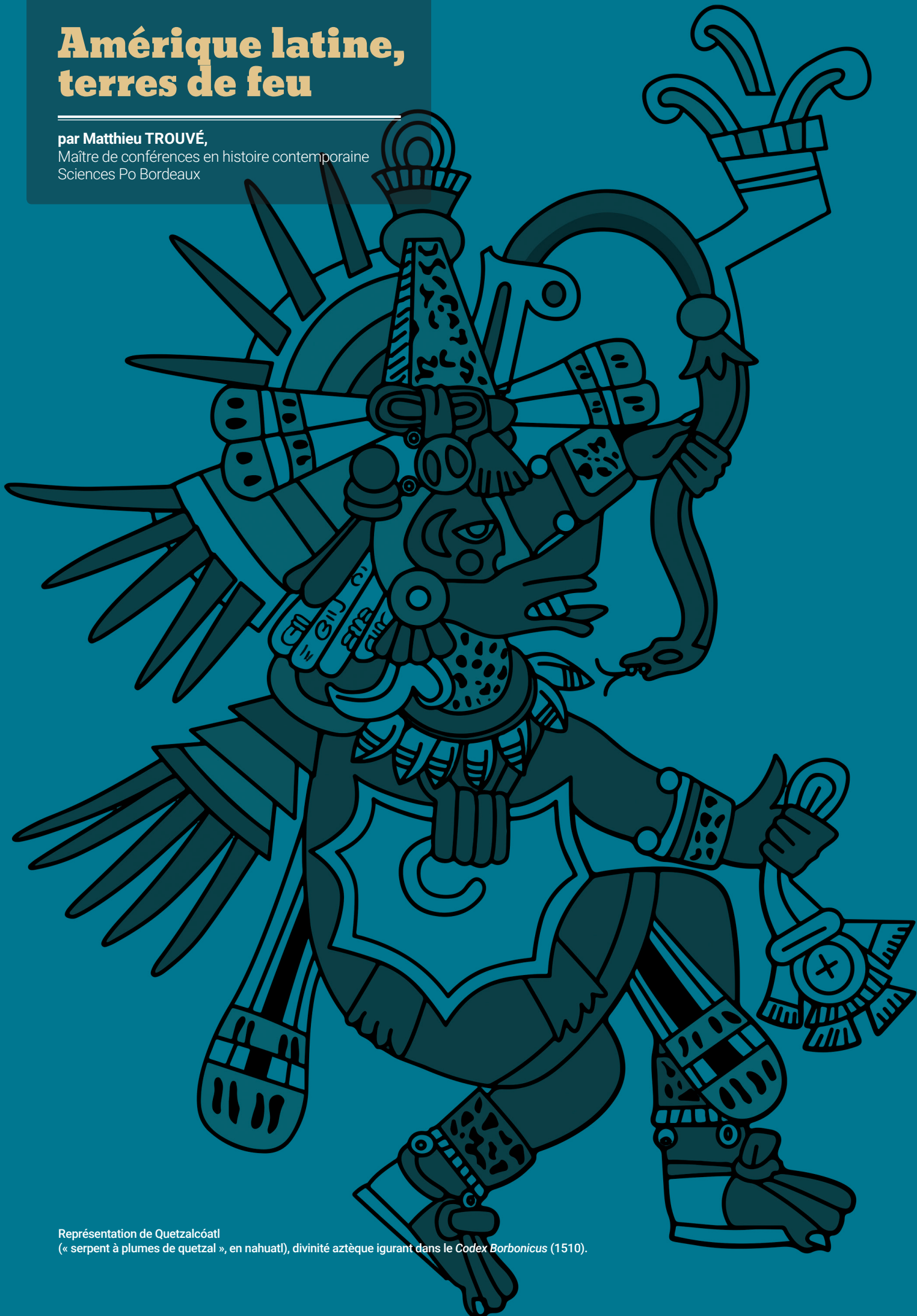


Amérique latine, terres de feu

par **Matthieu TROUVÉ**,
Maître de conférences en histoire contemporaine
Sciences Po Bordeaux



Représentation de Quetzalcóatl
(« serpent à plumes de quetzal », en nahuatl), divinité aztèque figurant dans le *Codex Borbonicus* (1510).

Si le nom d'« Amérique » est apparu vers 1518-1520 pour désigner un nouveau continent – nom attribué par un géographe badois, Martin Waldseemüller, en l'honneur d'Amerigo Vespucci –, l'expression « Amérique latine » ne fait, elle, son apparition qu'au milieu des années 1860 en France pour désigner une réalité à la fois géographique, sociale et culturelle et pour s'opposer à la notion d'Amérique anglo-saxonne et protestante. Continent découvert, puis exploré et exploité, sous l'influence des « Conquistadors », l'Amérique « latine » est pourtant d'abord celle des Espagnols et des Portugais qui se sont partagés le continent au traité de Tordesillas de juin 1494. La notion d'« Amérique latine » née sous l'influence de la France de Napoléon III s'oppose donc également au concept d'Amérique « hispanique » ou « ibéro-américaine », pour souligner l'appartenance de cette partie du monde à une civilisation latine au sens large. Du Mexique à la Terre de feu, l'Amérique latine se voit ainsi reliée à l'Europe latine, méditerranéenne et catholique.

Tout au long des XVI^e-XVII^e et XVIII^e siècles, l'Europe se forge une image de l'Amérique latine fondée sur des récits de voyages représentant un « Nouveau Monde » peuplé d'Indiens, à la fois sauvage, barbare et dangereux mais aussi paradisiaque, exotique et fascinant. Pendant toute l'époque moderne, l'Europe domine l'Amérique latine sans partage, à la fois sur un plan politique, économique et social, dans le cadre de la colonisation et du système de l'exclusif colonial, toutes les ressources et richesses américaines étant à destination de la métropole. La conquête des territoires se fait au nom des royaumes d'Espagne et du Portugal, et la nécessité d'évangéliser les indigènes est justifiée par la supériorité des Européens, même si la soumission et la conversion des Indiens est âprement débattue, face aux Espagnols, au cours de la fameuse « controverse de Valladolid » (1550). Les territoires espagnols sont partagés en quatre royautes ou vice-royautés (Nouvelle Espagne, Nouvelle Grenade, Pérou et Río de la Plata), ainsi que 5 capitaineries générales, tandis que les colonies portugaises se limitent au Brésil et à une partie de l'Uruguay actuel.

La domination européenne est aussi sociale : celle des Blancs d'Europe sur les Indiens et sur les Métis, et aussi celle des créoles (Américains d'ascendance espagnole) sur les Métis, Indiens et Noirs. La domination européenne s'accroît au XVIII^e siècle sous l'influence des Anglais, Français et Hollandais, qui obtiennent des avantages économiques et commerciaux, notamment dans les Antilles, et développent le système de la traite des Noirs qui conduit à la déportation forcée d'environ 11 millions d'esclaves Africains vers l'Amérique, contraints de travailler dans les mines ou les plantations américaines.

À partir du XIX^e siècle avec l'indépendance des pays latino-américains (1810-1830), la domination des Européens recule, mais elle est progressivement remplacée par le développement de l'influence nord-américaine. La « Doctrine Monroe », formulée dans un message adressé par le cinquième président des États-Unis au Congrès en 1823, proclame que le continent américain n'est plus un territoire destiné à la colonisation européenne et que toute tentative des Européens pour augmenter leur influence en Amérique serait regardée par les États-Unis comme une menace pour leur sécurité. L'Amérique latine devient une « chasse gardée » des Américains. Mis à part l'intermède de l'expédition française au Mexique (1863-1865), la domination états-unienne en Amérique latine ne se démentira plus et apparaîtra au grand jour lors de la guerre d'indépendance de Cuba en 1898 et de l'adoption de l'amendement Platt (1901). Elle sera quasi-totale après 1945 dans les domaines politique, économique, culturel et même militaire avec la présence de plusieurs bases états-uniennes (Panama, Guantanamo, Antilles...).

Si aux yeux des Européens, l'Amérique latine apparaît comme un ensemble composé de pays « neufs », sous-développés et faiblement industrialisés, offrant encore des fronts pionniers pour les agriculteurs et aventuriers, cette « jeunesse » est aussi à nuancer. Sur tous les territoires latino-américains, d'anciennes et brillantes civilisations se sont développées (Incas,

1. 7 juin 1494 - Traité de Tordesillas pour le partage du Nouveau Monde entre l'Espagne et le Portugal. (Wikimedia commons). 2. Une du magazine new-yorkais *Puck* du 22 janvier 1902. Venezuela : « Faites attention à votre doctrine Monroe ! Cet Allemand crée des problèmes. » Oncle Sam : « La doctrine Monroe l'empêchera d'être kidnappé, petit, mais elle ne t'aidera pas à payer tes dettes. » 3. Des esclaves débarqués d'un bateau négrier à Rio de Janeiro. Lithographie intitulée Boutique de la Rue du Val-Longo de Jean-Baptiste Debret,

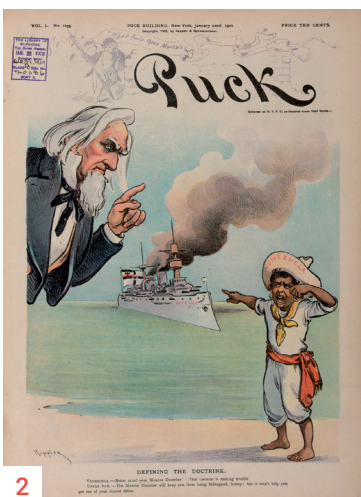
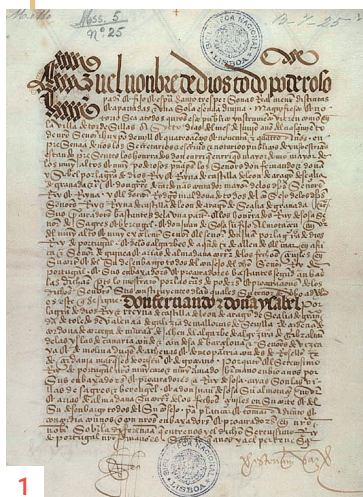




Illustration de la culture d'un plant de maïs dans le Codex Magliabechiano, document iconographique aztèque du milieu du XVI^e siècle, qui dépeint les symboles religieux, les scènes rituelles et les coutumes pratiquées par les Aztèques (Wikimedia commons).

Mayas, Aztèques, etc.) qui ont su assez tôt exploiter les richesses de leur sol et de leur sous-sol : or, argent, cuivre, étain, pomme de terre, tomate, maïs, cacao-chocolat (de *xocolatl*, mot d'origine nahuatl). L'idée selon laquelle l'Amérique latine serait un monde à part est également à relativiser. L'Amérique latine a connu, au moins depuis 1492, tous les grands phénomènes mondiaux : mouvements révolutionnaires, capitalisme, libéralisme et néo-libéralisme, développement du commerce et des migrations internationales, participation aux grandes organisations internationales (SDN, ONU, OMC, ...) et aux guerres mondiales, tourisme de masse et civilisation des loisirs.

Les facteurs d'unité du monde latino-américain sont nombreux, à commencer par la langue et la religion catholique. L'espagnol est parlé du Mexique à la Terre de feu (à l'exception du Brésil) – c'est la langue du conquistador, imposée par la métropole –, avec toutefois des variantes locales et dans les accents. Même si l'espagnol est la langue officielle de dix-neuf États reconnus, il existe cependant des patois et des langues indiennes encore parlées comme le *nahuatl*, le *maya*, le *quechua*, l'*aymara*, le *tupi-guarani*, ou le *mapuche*. Il n'en reste pas moins que l'histoire et cette unité linguistique ont donné naissance à une culture commune. De grands noms de la littérature latino-américaine sont connus dans le monde entier, comme Mario Vargas Llosa, Octavio Paz, Gabriel García Márquez, Pablo Neruda, Jorge Luis Borges, Miguel Ángel Asturias, Carlos Fuentes ou encore Julio Cortázar.

Quant à la religion catholique, introduite sur l'ensemble de l'Amérique latine par les Espagnols et les Portugais, elle a joué un important rôle d'unité, non sans difficultés et résistances, mais sans volonté d'anéantissement contrairement à une idée reçue, et en s'appuyant sur les croyances locales ; d'où des cultes souvent syncrétiques comme celui de la *Pachamama* et des *orixás*, ou la pratique du candomblé. L'Amérique latine n'a jamais cessé d'être une terre de mission et de conquête religieuse ; c'est particulièrement le cas aujourd'hui pour les religions et sectes évangéliques, pentecôtistes et néo-charismatiques, comme en témoigne le développement au Brésil

de l'Église universelle du royaume de Dieu d'Edir Macedo, favorisé par les moyens de communications modernes. De manière générale, l'Église catholique a eu à l'époque contemporaine un rôle dans certaines régions en s'engageant auprès des pauvres. Certains prêtres se sont même rapprochés de l'idéologie marxiste, comme Camilo Torres en Colombie, Ernesto Cardenal au Nicaragua, ou Hélder Câmara au Brésil, ce qui a donné naissance à la « théologie de la Libération », sorte de synthèse entre catholicisme et marxisme. Si le Vatican a soutenu les initiatives de l'Église locale en faveur des pauvres, le pape Jean-Paul II a sévèrement critiqué cette théologie de la libération et réprimandé en public Ernesto Cardenal en 1983. N'oublions pas la présence au sein de l'Église catholique latino-américaine d'éléments conservateurs, très attachés au message des Évangiles et condamnant les lois comme celle instaurant le mariage entre personnes de même sexe, à l'instar de Jorge Mario Bergoglio, cardinal-archevêque de Buenos Aires devenu pape en 2013 sous le nom de François.

Avec l'arrivée des esclaves noirs sur le continent américain, le développement de l'émigration européenne puis asiatique aux XIX^e-XX^e siècles, on a assisté dans le même temps à des phénomènes d'acculturation qui ont donné naissance à des syncrétismes culturels mêlant influences européenne et asiatique, folklore indien et traditions africaines. Depuis le milieu des années 1950, l'*american way of life* et le modèle de la société de consommation ont aussi gagné l'Amérique latine et exercent une grande fascination, même s'il reste des résistances à cette américanisation, teintées de sentiments anti-yankees et d'héritages indiens. Plus de 50 millions de personnes d'origine latino-américaine – essentiellement mexicaine, portoricaine et cubaine – vivent aux États-Unis, et nombreux sont les latinos à vouloir franchir le Río Grande et la frontière que Donald Trump espère protéger avec un mur.

Mais l'Amérique latine est aussi le sous-continent de la diversité et des divisions. D'un point de vue socio-ethnique, la distinction a longtemps été faite entre créoles blancs, Indiens ou Amérindiens (autochtones présents avant 1492), Métis (de père blanc et de mère indienne, rarement l'inverse), Noirs (population issue de la traite), Mulâtres (issus d'unions entre Blancs et Noirs), Quarterons (issus d'unions entre Blancs et

La première messe au Brésil, Victor Meirelles, 1860. Huile sur toile.





La Bataille d'Ayacucho, Martín Tovar y Tovar, vers 1883. Huile sur toile.

Mulâtres, ou Blancs et Métis) et Zambos (issus d'unions entre Noirs et Mulâtres, ou Noirs et Indiens), la « pureté de sang » étant un fondement de la hiérarchie sociale coloniale. L'Amérique latine connaît ainsi une grande variété ethnique, source de tensions sociales, ainsi que de profondes inégalités de peuplement, avec des régions très densément peuplées (aire urbaine de Mexico, Sud-est brésilien, région de Buenos Aires-Montevideo, Altiplano andin), mais aussi des déserts humains (Amazonie, Patagonie, Chaco, montagnes andines, Mato Grosso).

D'autre part, une Amérique latine centrale, proche des États-Unis, fortement influencée par la culture caribéenne et antillaise, en particulier jamaïcaine, s'oppose à une Amérique du Sud, attachée à son indépendance et peut-être plus tournée vers l'Europe, tandis que le Mexique appartient à l'Amérique du Nord. Ces trois zones latino-américaines sont elles-mêmes composées de pays de dimension et de poids économique très différents. Le Brésil, le Mexique ou encore l'Argentine font figure de géants. Si des pays ont connu une vague d'industrialisation et de développement, notamment au cours des années 1960-1970 (Brésil, Mexique, Chili, Argentine, Venezuela), d'autres en revanche apparaissent comme des pays pauvres, essentiellement agricoles et parfois dépendants d'une monoculture (Bolivie, Équateur, pays d'Amérique centrale). Du Río Grande à la Terre de feu, les ressources sont très inégalement réparties selon les pays. Le Mexique, le Venezuela, l'Équateur et le Brésil sont des pays producteurs de pétrole. On trouve des mines d'argent, de cuivre et d'étain en abondance en Bolivie, au Pérou, au Chili et au Mexique. Neuvième économie mondiale en termes de PIB derrière la France et l'Italie, le Brésil est même devenu un « pays émergent » au début des années 2000 faisant partie des « BRICS », mais il peine à s'imposer comme un géant économique et sur la scène internationale. Faisant partie des « Suds », les pays latino-américains n'ont pas le même rythme

de développement et ils sont frappés par de profondes inégalités sociales.

Dans toute l'Amérique latine, l'opulence des riches quartiers résidentiels fermés y côtoie, en effet, l'extrême misère de certaines campagnes ou zones urbaines (Nordeste brésilien, hauts plateaux andins). La grande inégalité dans la répartition des terres a été un problème fondamental dans ces pays où, à l'exception du Mexique, les réformes agraires ont toutes échoué, alimentant ainsi l'exode rural. En règle générale, les tentatives de réformes économiques et sociales menées par les États se sont heurtées à des résistances politiques, au pouvoir des caciques locaux, à l'hostilité d'une partie des grands latifundiaires ou à celle des populations indiennes. Ainsi, de Mexico à Buenos Aires, en passant par Caracas, Bogotá, Lima, Rio de Janeiro ou encore São Paulo, l'urbanisation de masse s'est intensifiée de manière anarchique au cours du XX^e siècle et a produit des quartiers de grande pauvreté, qu'on appelle « *favelas* » (Brésil), « *villa miseria* » (Argentine), « *poblaciones callampas* » ou « *campamentos* » (Chili), « *pueblos jóvenes* » ou « *barriadas* » (Pérou), « *invasiones* » (Équateur, Colombie), « *ciudades perdidas* » ou « *colonias* » (Mexique). Des mouvements populistes, d'un côté, des guérillas d'extrême gauche, d'un autre côté, ont souvent trouvé des sympathies dans les milieux urbains ou ruraux très pauvres, à l'image du mouvement d'Emiliano Zapata pendant la révolution mexicaine en 1910-1911, des mouvements gétulistes au Brésil ou péronistes dans l'Argentine des années 1940, ou plus récemment au Chiapas avec le néo-zapatisme du sous-commandant Marcos dans les années 1990.

L'histoire contemporaine de l'Amérique latine est marquée par des cycles de révolution et de violence politique qui n'ont pas toujours permis à la démocratie de s'enraciner ni de se consolider. L'héritage de 300 ans de colonisation a laissé des séquelles, de même pendant longtemps l'absence de bour-

geoisie et d'une classe intermédiaire entre le peuple des paysans et ouvriers et les riches propriétaires. Les mouvements d'indépendance du début du XIX^e siècle ont été portés essentiellement par les élites coloniales créoles. Mis à part le cas du Brésil, les colonies d'Amérique latine se sont émancipées de la métropole à la suite de violentes guerres d'indépendance qui culminent avec la bataille d'Ayacucho en décembre 1824. Malgré l'appel à l'unité de Simón Bolívar, les États hybrides nés de ces mouvements indépendantistes sont caractérisés par l'instabilité politique, la faillite des institutions, la succession de coups d'État, un prétorianisme accru, les divisions et rivalités nationales et locales. Les coups d'État rythment la vie politique et sont parfois envisagés comme des moyens de régulation des conflits. Un pays comme la Bolivie connaît 120 coups d'État en moins de 150 ans ! Dans ces conditions, la démocratie s'installe difficilement en Amérique latine, le plus souvent « à l'ombre des militaires » pour reprendre l'expression d'Alain Rouquié.

Le pouvoir politique a ainsi longtemps été confisqué par des généraux, chefs de guerre ou de clan. L'Amérique latine a été la terre privilégiée du caudillisme – du mot *caudillo*, désignant un chef de guerre ou chef politique exerçant un pouvoir fort auto-proclamé –, mouvement précurseur du populisme

latino-américain. Les années 1930 sont, en effet, marquées par l'avènement de régimes nationaux-populistes, à l'image du Brésil de Getúlio Vargas, du Mexique de Lázaro Cárdenas, de l'Équateur de José María Velasco Ibarra et, un peu plus tard, de l'Argentine de Juan Perón. Inspiré du fascisme italien et du salazarisme portugais, voulant associer autorité de l'État, réformes sociales et sentiment nationaliste, l'Estado Novo de Vargas offre un archétype du populisme latino-américain, en s'appuyant sur les masses ouvrières, le syndicalisme corporatiste, mais sans négliger pour autant les intérêts des grands propriétaires terriens et des industriels, malgré un discours anti-élitaire. Quant au péronisme, il privilégie la relation charismatique du chef avec les masses, la justice sociale, le discours anti-impérialiste et la recherche d'une « troisième voie » entre communisme et capitalisme. En même temps, le péronisme signifie surtout la mise de la population sous contrôle de l'État et profite au capitalisme national ; mais le général Perón, sa femme Evita, porte-paroles des *descamisados*, et son parti justicialiste demeurent des références incontournables de la scène politique argentine des XX^e et XXI^e siècles.

La guerre froide touche l'Amérique latine de plein fouet à partir des années 1950. En janvier 1959, des guérilleros cubains

« Les indépendances en Amérique latine », carte publiée dans l'Atlas des Amériques, © L'Histoire (mai 2012)/Légendes cartographie.



Affiche de propagande de l'Estado Novo montrant Getúlio Vargas aux côtés d'enfants, 1938 (Wikimedia commons).

Traduction du texte : « Les enfants ! En apprenant, à la maison et dans les écoles, le culte de la Patrie, vous améliorerez vos chances de réussite dans la vie. Seul l'amour construit et, en aimant le Brésil, vous le conduirez forcément vers les plus hautes destinées parmi les Nations, et vous exaucerez les désirs d'édification nichés dans chaque cœur brésilien. »



AMÉRIQUE LATINE, TERRES DE FEU

emmenés par Fidel Castro prennent le pouvoir à La Havane. La révolution castriste et la mise en place d'un régime pro-communiste à Cuba constituent un véritable séisme, entraînant le développement en Amérique latine de courants révolutionnaires d'inspiration marxiste ou castriste, avec de nombreuses variantes idéologiques (Sandinistes au Nicaragua, Forces Armées Révolutionnaires Colombiennes, Tupamaros en Uruguay, Montoneros en Argentine, Sentier Lumineux maoïste au Pérou, etc.). Désireux de contrer ces guérillas et de préserver leurs intérêts économiques et stratégiques, les États-Unis s'engagent dans une offensive contre le communisme. Au nom de la lutte contre la « subversion », des régimes militaires soutenus par Washington s'installent au Brésil (1964), en Uruguay et au Chili (1973), au Pérou (1975) et en Argentine (1976). Le sous-continent connaît alors une période de grande agitation, violence et déstabilisation politique. Il faut attendre les années 1980 et la fin de la Guerre froide pour assister à une transition démocratique en Argentine (1983), au Brésil (1985), ou au Chili (1990).

Mais ce retour à la démocratie s'opère dans un contexte économique instable et demeure fragile, même encore aujourd'hui. La crise des années 1980 a durement frappé les

économies latino-américaines qui souffrent d'un déséquilibre structurel dans leurs rapports extérieurs, d'une forte dépendance à l'égard des marchés et capitaux internationaux, et des fluctuations du dollar. Certains pays d'Amérique latine sont victimes de surendettement et d'instabilité monétaire, avec une inflation chronique. Après les années Chavez, un pays comme le Venezuela s'est enfoncé dans le chaos politique et économique depuis 2015. De 44% en 2013, l'hyperinflation vénézuélienne est passée à... 1 370 000 % en 2018 selon le FMI, et pourrait même atteindre 10 000 000 % en 2019 ! L'arrivée au pouvoir de leaders progressistes de gauche au début des années 2000 (Lula au Brésil, Tabaré Vasquez en Uruguay, Michelle Bachelet au Chili, Rafael Correa en Équateur ou Evo Morales en Bolivie) a laissé la place à la fin des années 2010 au retour des populistes et conservateurs de droite. L'élection du leader d'extrême droite Jair Bolsonaro en 2018 constitue un défi, voire une menace pour la démocratie au Brésil.

Face au nouveau millénaire, « l'Extrême Occident » latino-américain possède malgré tout des atouts incontestables, à commencer par un indéniable dynamisme démographique, et il doit encore affronter les défis de l'émergence et de la démocratisation.

« Les régimes autoritaires en Amérique latine (1930-1990) », carte publiée dans l'atlas des Amériques, © L'Histoire (mai 2012)/Légendes cartographique.



Juan Domingo Perón, 1947 (Wikimedia commons).



Hugo Chavez par Floc'h.